



n°25, mai 2010

Kenneth J. Orosz

*Religious Conflict and the Evolution of Language Policy*

*in German and French Cameroon, 1885-1939*

New York, Peter Lang, 2008, XI-346 p., bibliogr., index<sup>1</sup>

A un moment où la bataille académique fait rage en France entre les « très fâché(e)s » des études postcoloniales et les sceptiques, il est précieux de se plonger dans le livre de Kenneth J. Orosz, sans naturellement prendre celui-ci en otage dans une mauvaise querelle qui ne le concerne pas forcément.

Son propos érudit semble circonscrit : saisir la situation coloniale camerounaise, et plus précisément les « tensions d'empire » (Fred Cooper, Ann Stoler), à travers le prisme des politiques de la langue mises en œuvre, successivement, par les autorités allemandes puis françaises, dans un contexte national de conflit entre l'Etat et les Eglises : à savoir, respectivement, le *Kulturkampf* et la séparation des cultes et de l'Etat. Mais, d'emblée, l'objet se diffracte et révèle la complexité, pour ne pas dire l'élusivité, du fait colonial. En effet, ce dernier se décline en une multiplicité de configurations qui relativisent la cohérence de la « colonialité ». En soi, le choix du Cameroun comme site d'analyse est heureux. Comme on le sait, ce territoire a eu des colonisateurs successifs, mais aussi des frontières à géométrie variable que l'accord entre l'Allemagne et la France, à la suite de la crise d'Agadir, en 1911, a pour un temps modifiées. Son régime juridique et administratif a également été divers : au traité de 1884 entre le Reich et les Duala ont succédé une colonisation de conquête et d'exploitation plus classique, qui a connu ses tentatives de « réforme », à l'instar des Indes orientales sous souveraineté néerlandaise, puis les statuts de mandat de la Société des nations et de tutelle des

---

<sup>1</sup> Cet ouvrage a reçu le prix Heggoy 2009, qui lui a été remis à Paris le 17 juin 2010 lors de la séance inaugurale du colloque annuel de la French Colonial Historical Society, à l'université Paris-VIII.

Nations unies, avec lesquels le colonisateur français a dû composer de mauvaise plus que de bonne grâce. Il s'ensuit une première complication.

Mais, pour chacun de ces moments, d'autres lignes de fragmentation apparaissent, que révèle avec précision l'analyse de la politique de la langue. Ainsi, les autorités allemandes n'ont pas tardé à entrer en conflit à ce sujet avec la Mission de Bâle et les Presbytériens, ces derniers entendant avoir recours aux langues vernaculaires pour la traduction des Ecritures, ou au pidgin, voire à l'anglais, ou encore à une langue véhiculaire locale telle que le duala ou le bali, quand le Reich souhaitait promouvoir l'allemand, vecteur de sa jeune unité et de son *Volkstum*. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'administration française s'irritera pareillement de la réticence (ou de l'incapacité, faute de ressources humaines) des missionnaires protestants à enseigner en français, et leur colère ira grandissante quand les Spiritains catholiques y renoncèrent en partie.

Pour autant, ces « tensions d'empire » ne se ramènent pas à une équation conflictuelle simple, entre par exemple l'Etat colonial et les missions chrétiennes, ni n'excluent des relations de collaboration entre différents acteurs de la situation coloniale. De façon très classique, les rapports entre les Eglises elles-mêmes ont souvent été orageux, soucieux qu'elles étaient de protéger leurs rentes évangélisatrices et de garder leur monopole territorial. Tel était bien sûr le cas entre les réformés et les catholiques. Ceux-ci n'hésitaient pas à qualifier ceux-là d'« hérétiques ». Et les Presbytériens, les Baptistes allemands et surtout la Mission de Bâle vécurent comme un traumatisme l'arrivée des Pallotins, auxquels ils reprochaient d'acheter les âmes indigènes par des dons de vêtements. Dans les années 1930, les protestants éprouveront une joie mauvaise lorsque les relations entre le gouverneur français et les Spiritains se détérioreront. Mais, parallèlement à ces remous, l'on voit Presbytériens et Mission de Bâle s'entraider, les milieux d'affaires allemands appuyer l'Eglise catholique dont l'action leur semblait utile à la formation de leurs propres employés indigènes (et se courroucer des entreprises commerciales de la Mission de Bâle dont ils redoutaient la concurrence déloyale), l'administration du Reich se féliciter de la contribution de ces mêmes catholiques à l'enseignement de l'allemand. En d'autres termes, les moments coloniaux furent des moments de coopération autant que de « tensions ». Et les collaborations entre les acteurs coloniaux pouvaient être transnationales, comme l'illustrera l'entremise de la Mission de Paris entre celle de Bâle et l'administration française après la Première Guerre mondiale.

Or, c'était souvent la contingence qui présidait tantôt aux « tensions d'empire », tantôt aux coopérations impériales. Les emboîtements entre les acteurs de la situation coloniale, les connexions, les alliances, les inimitiés étaient fréquemment le fruit du hasard plutôt que de la

nécessité. Par exemple, la connivence, au Kamerun, du très influent armateur Adolf Wörmann avec l'Eglise catholique découlait en partie de son souci parlementaire de ménager le centre catholique au Reichstag, à Berlin. Et si les missionnaires de la Mission de Bâle, originaires du Württemberg, s'entendirent bien avec le gouverneur von Soden qui en était lui-même natif, ils ne partagèrent pas les mêmes affinités avec ses successeurs, venus d'Allemagne du Nord, dont ils ne fréquentèrent pas les réceptions quelque peu avinées, au contraire de leurs rivaux pallotins.

Par ailleurs, la situation coloniale ne se limitait pas à un face-à-face entre la métropole (ou son administration et ses forces sociales sur le terrain) et les sociétés indigènes. Elle était multilatérale, comme l'attestait précisément l'usage persistant de langues autres que celles du colonisateur : à l'époque allemande, celui du pidgin et de l'anglais, à l'initiative des commerçants ou des missionnaires, mais parfois aussi des officiers ou des fonctionnaires de l'Etat colonial eux-mêmes, à la grande fureur de leur hiérarchie ou des milieux nationalistes du Reich. Entre les deux guerres, l'on verra encore les élites duala écrire en allemand à la Société des nations. Plus fondamentalement, l'adhésion de l'Allemagne à cette dernière permit à ses ressortissants de revenir au Cameroun en tant que religieux ou investisseurs, au grand dam des autorités françaises. En outre, l'époque était à l'équivoque identitaire. Suisse en théorie, la Mission de Bâle envoyait au Cameroun des missionnaires natifs du Württemberg, et les pasteurs américains de la Mission presbytérienne, précisément dénommée « américaine », étaient fréquemment d'origine allemande. Par définition, le Vatican était une Internationale. Quant à l'administration française, elle tint en suspicion le père François Xavier Vogt parce qu'il était... alsacien ! Pouvait-elle faire confiance à un prêtre qui parlait l'allemand et avait préalablement évangélisé au Tanganyika, sur la seule foi des recommandations chaleureuses de Rome ?

La « tension d'empire » la plus intéressante eut trait à la définition de la modernité impériale et de la transaction hégémonique à partir de laquelle les autorités coloniales pouvaient espérer coopter une élite intermédiaire. Les uns et les autres jouaient souvent à front renversé par rapport aux fausses évidences de la « colonialité ». Tenantes de l'universalité chrétienne, certaines missions protestantes – singulièrement la Mission de Bâle – développaient un culturalisme conservateur qui entendait cantonner leurs ouailles dans leur identité supposée, et dans leur langue vernaculaire, sous prétexte de les mieux évangéliser, mais aussi de les protéger des miasmes de l'Occident et d'éviter de les « dé-nationaliser ». Entre les deux guerres, les Spiritains catholiques se rallièrent à ce malthusianisme culturel. Même les nationalistes du Reich, qui dans un premier temps plaidèrent avec vigueur pour l'enseignement de l'allemand, finirent par s'en inquiéter en 1908, de crainte que les indigènes ne puissent avoir accès à la

littérature subversive des sociaux-démocrates ou aux minutes des débats parlementaires, jugés peu édifiants quant à la supériorité de la race blanche. En revanche, les Camerounais eux-mêmes manifestaient un furieux appétit d'apprendre la langue de leur colonisateur, dont la maîtrise leur semblait être la clef de la promotion sociale et économique dans la hiérarchie de l'empire, ou encore l'anglais, langue du marché que leur dispensaient les Baptistes indigènes, sorte d'antichambre du nationalisme religieux.

En outre, le choix d'un truchement véhiculaire local n'était politiquement pas neutre, singulièrement quand il se trouvait associé par la force des choses à l'éclatement d'une rébellion ou à l'expression d'une dissidence. Celui du duala était de nature à conforter la position d'intermédiaire comprador des Côtiers, et c'est la raison pour laquelle l'administration allemande ou française y était hostile. Celui du bali représentait un atout pour ce peuple sur lequel s'était appuyé le Reich dans son entreprise de conquête, mais dont il se défia ensuite, et une menace pour les chefferies des Grassfields et le sultanat bamoum. Autrement dit, la langue vouée à porter la transaction hégémonique impériale avait son économie politique, dans laquelle s'empêtrèrent aussi bien les autorités coloniales que les missionnaires.

Vue par ce prisme, la situation coloniale, plus encore que complexe, apparaît surtout confuse, chaotique, comme le montra l'incapacité des acteurs français de la colonisation à choisir entre les doctrines de l'assimilation et de l'association. Sur le terrain, chacun faisait comme il le pouvait ou le sentait. Empires « au rabais », ainsi que les qualifie Fred Cooper : toujours à court d'argent, et incapables de financer leurs ambitions, contraints d'en sous-traiter l'accomplissement aux missions chrétiennes ou aux compagnies privées. Et pourtant empires mégalomaniacques. Au risque de tomber dans l'absurde ou le baroque. Ainsi des Allemands, qui prétendaient enseigner l'écriture gothique, ou adopter le swahili – d'autres préconisaient le hausa – comme langue véhiculaire du Kamerun. L'articulation de la colonie à sa métropole n'était pas plus claire. Dans le domaine de l'éducation, l'administration du Reich fit de l'Eglise catholique sa principale partenaire alors qu'en Allemagne même le *Kulturkampf* faisait rage, sur fond de crise polonaise. Et, quelques années après la séparation des cultes et de l'Etat, la République française, il est vrai dans le contexte de l'union sacrée de la Grande Guerre, fit appel aux missionnaires catholiques pour diffuser le français dans le Cameroun qu'elle venait de conquérir de pair avec son allié britannique, avant de s'en méfier à nouveau après la victoire électorale du Cartel des gauches.

*In fine*, l'ouvrage de Kenneth Orosz révèle une ironie de l'Histoire. Il dégage des lignes de continuité de la colonisation allemande à la colonisation française et au régime postcolonial : l'attachement de l'Etat colonial à promouvoir son propre idiome, dans le cadre de la

compétition darwinienne entre puissances impériales, et selon la conviction romantique que le génie d'une nation tient à sa langue (d'où une contradiction supplémentaire : ce fut au nom de cette même conception du *Volkstum* que la Mission de Bâle évangélisa dans les langues vernaculaires en gênant la centralisation linguistique) ; le rôle central de l'Eglise catholique dans la recherche d'une hégémonie impériale, dont le centre catholique de l'Allemand Matthias Erzberger et le MRP du Français Georges Bidault furent successivement les patrons politiques métropolitains, et dont l'accession à la présidence de la République de Paul Biya, en 1982, fut la consécration, sous forme de revanche après l'échec d'André Marie Mbida en 1958. Historiens, anthropologues et politistes ont montré comment la concaténation du moment colonial à l'Etat postcolonial a en partie reposé sur cette médiation dans la moyenne durée. Mais une telle ligne de continuité – fragmentaire, puisque la victoire électorale d'Herriot en 1924 ouvrit une séquence de confrontation entre l'administration française et l'Eglise catholique, et que le long règne d'Ahmadou Ahidjo endigua l'influence des élites catholiques sans pour autant les tenir à la lisière du pouvoir – relativise grandement la psychomachie camerounaise, nationaliste et postcoloniale, entre le « bon » colonisateur allemand et le « mauvais » colonisateur français.

Dans les termes de Gilles Deleuze, la colonialité est non une « essence », surdéterminante, mais un « événement », dont nous devons comprendre la contingence et la dynamique. Le mérite de ce livre est de nous le rappeler grâce à la précision de ses analyses.

Jean-François Bayart